

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/W/430  
16 novembre 2004

(04-4938)

Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

## MÉCANISME D'EXAMEN TRANSITOIRE DE LA CHINE

### Communication du Japon

Par une communication datée du 4 novembre 2004, la délégation du Japon a fait parvenir au Secrétariat les questions ci-après que le Japon a posées à la Chine dans le cadre du mécanisme d'examen transitoire auquel la Chine est soumise en vertu de la section 18 de son Protocole d'accession.

Le Japon note avec satisfaction que, pendant la troisième année suivant son accession, la mise en œuvre par la Chine de ses engagements en matière d'obstacles techniques au commerce a progressé et qu'elle se poursuit à un rythme normal. Dans une période de transition où les réglementations peuvent évoluer, la transparence, la prévisibilité, la stabilité et la cohérence des réglementations sont d'une importance capitale; la valeur des engagements en matière d'accès aux marchés et les efforts déployés pour les honorer pourraient facilement être compromis si ces éléments étaient insuffisamment pris en compte dans les réglementations elles-mêmes ou dans leur application. Le mécanisme d'examen transitoire pourrait être utile pour rendre ces efforts transitoires plus efficaces et plus productifs, et le Japon est heureux de contribuer à ce processus.

Dans ce contexte, la Chine est de nouveau invitée à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application régulière et effective des procédures de consultation publique et la publication en temps opportun des lois et règlements, ainsi que pour éviter les modifications brutales des réglementations, bien délimiter les responsabilités des départements, améliorer la coordination et la cohérence entre les départements et entre l'administration centrale et les provinces, etc.

Conformément à la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine où il est indiqué qu'"[a]vant [l']examen, la Chine fournira des renseignements pertinents [...] à chaque organe subsidiaire" et dans un esprit de coopération visant à rendre le processus du mécanisme d'examen transitoire plus efficace et plus effectif, le Japon demande à la Chine de communiquer, avant la réunion du Conseil des ADPIC, des réponses et des renseignements pertinents concernant les questions et observations ci-après.

#### **A. DROITS D'AUTEUR**

##### **Suppression ou modification des informations relatives au régime des droits se présentant sous forme électronique**

1. En ce qui concerne l'article 47 7) de la Loi sur le droit d'auteur de la Chine, le fait, pour une personne, de supprimer ou de modifier, sans y être habilitée, toute information relative au régime des droits se présentant sous forme électronique est réputé constituer une atteinte au droit d'auteur ou aux

droits voisins. Le fait, pour une personne, de distribuer, d'importer aux fins de distribution, de radiodiffuser ou de communiquer au public des œuvres ou des copies d'œuvres en sachant que des informations relatives au régime des droits se présentant sous forme électronique ont été supprimées ou modifiées sans autorisation devrait aussi, nous insistons sur ce point, être réputé constituer une atteinte. D'après la réponse donnée par la Chine à la dernière question, cela était à l'étude. Veuillez nous informer de l'état d'avancement du débat.

### **Interprétation de l'expression "nuire à l'intérêt général"**

2. En ce qui concerne la procédure administrative prévue à l'encontre des actes qui nuisent à l'intérêt général, veuillez nous dire si les éléments de preuve que le détenteur de droits doit présenter pour prouver que le comportement illégal a nui à l'intérêt général afin d'engager une procédure en vue de sanctions administratives sont les mêmes que ceux qui sont mentionnés à l'article 12 du Règlement concernant les sanctions administratives en matière de droit d'auteur. Il est très difficile de savoir quand le détenteur d'un droit peut avoir recours à la procédure en vue de sanctions administratives dans la mesure où les critères établis par le Bureau des droits d'auteur diffèrent de ceux retenus dans la décision du tribunal. Une interprétation complémentaire serait nécessaire pour déterminer le type d'actes considérés comme nuisant à l'intérêt général. Veuillez nous communiquer les observations du gouvernement chinois sur ce point. Par ailleurs, veuillez indiquer si le gouvernement chinois envisage une telle interprétation.

### **Paiement de redevances aux détenteurs de droits d'auteur**

3. Les articles 42 à 45 de la Loi sur le droit d'auteur réglementent l'obligation de verser des redevances correspondant à l'utilisation de droits d'auteur pour la radiodiffusion. Or, les détenteurs de droits n'ont reçu aucun paiement à cet égard, étant donné que le Conseil d'État n'a pas encore réglementé les critères applicables aux redevances. Lorsque les représentants de la Mission du gouvernement et du secteur privé japonais et ceux de la Chine se sont réunis en mai dernier, le gouvernement chinois a déclaré qu'il se penchait sur la question. Veuillez nous fournir le calendrier et les détails spécifiques.

### **Durée de la prescription**

4. En ce qui concerne l'article 9 du Règlement concernant les sanctions administratives en matière de droit d'auteur, la durée de prescription est de deux ans après la commission de l'infraction. Étant donné que l'administration publique ne peut pas imposer de sanction lorsque l'atteinte n'a pas été constatée pendant plus de deux années, nous estimons que cette durée est trop brève. En particulier, si les procédures administratives sont engagées sur la base de rapports émanant des détenteurs de droits, nous considérons que deux années de prescription ne suffisent pas. Veuillez nous communiquer les observations de la Chine.

## **B. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE**

### **Protection des marques notoirement connues**

5. Si les entreprises étrangères ne bénéficient pas en Chine pour leurs marques notoirement connues de la même protection que celle qui est accordée aux entreprises nationales, nous craignons que cela ne soulève un problème d'incompatibilité avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC relatives au traitement national. Nous souhaiterions que la Chine présente une description détaillée du nombre de demandes, d'approbations et de rejets concernant les marques notoirement connues pour les entreprises nationales et étrangères, respectivement, afin d'illustrer l'état d'avancement de la mise en œuvre des "Dispositions relatives à la détermination et à la protection des marques notoirement connues", nouvellement entrées en vigueur en juin 2003.

6. En ce qui concerne le processus de détermination des marques notoirement connues, les dispositions susmentionnées exigent que des éléments de preuve documentaires établissant qu'une marque est notoirement connue soient fournis; or, on constate, quand l'application est effective, que dans nombre de cas les demandes sont rejetées parce cette notoriété n'a pas pu être établie au motif de l'absence de pièces justificatives. La divulgation des documents utilisés dans les demandes auxquelles il est fait droit serait souhaitable, dans la perspective d'accroître la transparence et la prévisibilité en ce qui concerne les documents spécifiques requis pour une demande. Des mesures sont-elles prévues pour traiter cette question? Dans l'affirmative, veuillez nous fournir des informations détaillées.

## **C. BREVETS**

### **Divulgation des renseignements relatifs aux délais de traitement pour l'examen des demandes de brevets**

7. Dans le cadre d'un examen de la législation par le Conseil des ADPIC, la Chine a fait état du délai de traitement moyen des demandes de brevets déposées par des entreprises japonaises, ainsi que des mesures prises pour accélérer la procédure – par exemple l'augmentation du nombre d'examineurs. Nous craignons, cependant, que dans certains domaines techniques, aucune amélioration n'ait été enregistrée sur ce point. Veuillez nous fournir des données récentes montrant le degré d'amélioration de la situation à cet égard dans chaque domaine technique. Par ailleurs, la communication régulière de données en la matière pourrait permettre de prévenir, du côté des entreprises japonaises, tout malentendu quant au délai de traitement des demandes en Chine. Nous aimerions connaître le point de vue de la Chine à ce sujet.

### **Protection des variétés végétales**

8. Veuillez nous indiquer s'il est spécifiquement prévu d'adhérer à l'Acte de 1991 de l'UPOV.

9. En ce qui concerne les droits des obtenteurs de variétés végétales, veuillez nous indiquer s'il est prévu d'étendre le nombre de genres et d'espèces à protéger au titre de la loi sur la protection des variétés végétales en Chine. Dans l'affirmative, veuillez nous informer en détail.

## **D. DESSINS OU MODÈLES INDUSTRIELS/BREVETS**

### **Prévention des demandes abusives**

10. Des entreprises japonaises ont signalé en Chine des cas d'usurpation dans lesquels une personne ou un organisme autres que l'inventeur d'un brevet inventé à l'étranger ou le concepteur d'un dessin ou modèle industriel créé à l'étranger déposait ou faisait enregistrer abusivement une demande concernant un dessin ou modèle industriel ou un brevet. Nous aimerions savoir quels seront à l'avenir les efforts menés par la Chine pour améliorer la situation et éviter que cela ne se produise.

## **E. RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS**

### **Protection des renseignements non divulgués**

11. Nous sommes préoccupés par le fait que, dans certains cas, l'interdiction de continuer à utiliser un savoir-faire n'a pas été possible après la résiliation du contrat, bien qu'en fait l'ancien règlement ait été remplacé par le "Règlement sur l'administration des contrats d'introduction de technologie". Cette situation soulève des problèmes quant à la protection des secrets de commerce. Veuillez nous informer des efforts fournis pour améliorer les choses dans ce domaine.

## **F. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS**

### **Efforts au niveau judiciaire: renforcement des poursuites pénales et renforcement des sanctions par une modification des règles applicables en matière de poursuites pénales**

12. Eu égard à la situation effective en ce qui concerne les atteintes aux droits de propriété intellectuelle commises dans votre pays, le nombre de cas donnant lieu à des poursuites pénales est extrêmement faible. Nous craignons par ailleurs que des atteintes délibérées et commises à l'échelle commerciale ne fassent pas l'objet de poursuites effectives. Veuillez indiquer le nombre de poursuites pénales engagées pour atteinte, respectivement, à des droits attachés à des brevets, des marques de fabrique ou de commerce, des dessins et modèles industriels et au droit d'auteur afin d'illustrer la situation en Chine dans ce domaine.

13. D'après les réponses fournies par la Chine dans le cadre de l'examen de la législation effectué par le Conseil des ADPIC, le débat progresse en vue de modifier les règles applicables en matière de poursuites pénales d'ici la fin 2004. Nous aimerions connaître l'orientation donnée à ces modifications. Par exemple, les ventes minimales de marchandises constituent actuellement un critère de poursuite. Dans quelle mesure la Chine prévoit-elle de rendre les critères applicables au déclenchement de l'action pénale moins rigoureux? Par ailleurs, il serait souhaitable que les poursuites pénales soient exercées activement afin de décourager les récidives. La Chine étudie-t-elle les critères permettant de poursuivre les personnes ayant déclaré faussement, à plus de deux reprises, des marques enregistrées par un tiers? Dans l'affirmative, veuillez nous donner des informations détaillées.

### **Coûts imposés aux détenteurs d'un droit lorsque des produits portant atteinte à des droits sont bloqués à la frontière**

14. Dans le cadre de la procédure de suspension de la mise en circulation des marchandises soupçonnées de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle appliquée aux douanes en Chine, des montants ont été prélevés sur la caution déposée par les détenteurs de droits pour couvrir les frais liés à la suspension de la mise en circulation des marchandises en cause même lorsqu'il avait été reconnu que ces marchandises portaient atteinte à des droits. Nous aimerions que la Chine nous indique le fonctionnement de cette procédure. Nous estimons que la disposition correspondante du règlement chinois doit être améliorée de manière à garantir que des "coûts inutiles" ne soient pas imposés au détenteur du droit, comme le prévoit l'article 41:2 de l'Accord sur les ADPIC, et nous souhaiterions savoir quelles sont les améliorations envisagées par la Chine.

### **Mise hors circuit complète des marchandises portant atteinte à des droits bloquées à la frontière**

15. L'article 27 du règlement de l'Administration générale des douanes sur la protection douanière des droits de propriété intellectuelle qui est entré en vigueur en mars dernier dispose qu'il est possible de vendre des produits aux enchères si les caractéristiques qui portent atteinte à des droits en ont été ôtées. Nous aimerions que la Chine nous indique comment opère ce règlement et souhaiterions savoir si celui-ci doit faire l'objet d'une autre révision visant à permettre la mise hors circuit complète des marchandises portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle.

### **Élimination du "régionalisme"**

16. L'un des problèmes qui se pose en ce qui concerne le contrôle des atteintes portées à des droits de propriété intellectuelle en Chine est celui du "régionalisme", qui encourage une approche laxiste du problème des produits de contrefaçon ou piratés fabriqués par des entreprises locales. Cette attitude des autorités régionales constitue un obstacle à un exercice rapide et adéquat des droits de

propriété intellectuelle en Chine ainsi qu'une source de préoccupation importante pour nous. Lors de l'examen de la législation par le Conseil des ADPIC, la Chine a évoqué ses efforts dans ce domaine. Nous souhaiterions savoir quelles mesures spécifiques elle envisage pour éliminer le "régionalisme" à l'avenir.

## **G. AUTRES QUESTIONS**

### **Améliorations relatives au règlement concernant l'octroi des licences**

17. Aux termes de la disposition énoncée à l'article 24 du règlement administratif sur l'exportation et l'importation de technologies: "Si la partie bénéficiaire d'un contrat d'importation de technologie utilise la technologie concédée conformément à l'accord prévu au contrat et qu'une telle utilisation a pour effet de porter atteinte aux droits ou aux intérêts légitimes de tiers, la responsabilité incombe au fournisseur", ce qui inclut la possibilité que le donneur de licence étranger soit tenu légalement responsable à l'égard des tierces parties. Aux termes de la disposition prévue à l'article 25 du même règlement, "le donneur de licence doit s'assurer que la technologie fournie est complète, correcte, effective et permet de remplir l'objectif technologique convenu," ce qui inclut la possibilité que les droits du détenteur de la technologie de délivrer des licences soient excessivement limités. En conséquence, il conviendrait d'améliorer ces dispositions afin de rendre compte de l'article 28:2 de l'Accord sur les ADPIC qui reconnaît au titulaire d'un brevet le droit de conclure des contrats de licence, et nous aimerions savoir si la Chine prévoit des mesures spécifiques à cet effet.

---